

## Repères

► Marc Bied-Charreton, président du Comité scientifique français de la désertification (CSFD), ancien chercheur à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), professeur émérite des universités. [mbied-charreton@wanadoo.fr](mailto:mbied-charreton@wanadoo.fr)

### Lutter contre la désertification, des enjeux vitaux, encore peu pris en compte

**Une situation qui se dégrade.** Depuis plus de trente ans les ressources naturelles des régions arides, semi-arides et sub-humides se dégradent pour deux raisons essentielles :

- l'augmentation de la population, notamment sur le continent africain, et les faibles changements technologiques dans les systèmes d'agriculture et d'élevage qui conduisent à une pression accrue sur les ressources. Il faut ajouter à cela des processus de déboisement pour des raisons énergétiques ;
- des crises climatiques, et surtout les épisodes de sécheresses prolongés comme en a connu le Sahel, l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe depuis les années soixante-dix.

À cette double contrainte on peut ajouter de très faibles capacités d'investissement, un environnement économique défavorable, des cours des produits instables et bien souvent une insécurité civile très perturbante pour les populations concernées.

Or cette situation concerne environ 40 % de la surface de notre planète, déserts compris, et affecte plus d'un milliard de personnes aujourd'hui ; qu'en sera-t-il demain si rien ne se fait, si les sécheresses se prolongent comme le pressentent les experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et si la pression démographique persiste dans les mêmes conditions ?

**De graves impacts économiques, sociaux et environnementaux.** Cette dégradation du capital naturel entraîne des processus de désertification et conduit à des situations de pauvreté de plus en plus graves pour ce milliard de personnes qui va augmenter d'ici vingt ans. En effet, elles tirent l'essentiel de leurs revenus de l'exploitation de ces ressources naturelles : eau, sols, végétation. Les pays de ces zones arides et semi-arides vivent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage ; la part due à l'exploitation de leur capital naturel dans la production de la

richesse nationale est très importante, elle peut dépasser 50 % du PIB. De plus, les écosystèmes de ces zones rendent des services qui vont au-delà de la simple fourniture de sols, de végétation, d'eau et de nutriments pour l'agriculture et l'élevage.

La dégradation de ces écosystèmes est donc dommageable en termes économiques, sociaux et environnementaux. Prévenir leur dégradation et restaurer le capital naturel dégradé devrait figurer au titre des priorités nationales et internationales dans le contexte du respect des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) adoptés en 2000 !

Voici quelques exemples pour marquer les esprits :

- la superficie totale de l'Afrique est de 30 millions km<sup>2</sup> ; le désert du Sahara couvre 8 M km<sup>2</sup>, les déserts d'Afrique australe plus de 1 M km<sup>2</sup> ;
- sur ce qui reste, soit 21 M km<sup>2</sup>, 13 M sont susceptibles d'être dégradés, 2,5 M km<sup>2</sup> sont modérément dégradés et 0,75 sont très fortement dégradés.

On mesure ainsi l'ampleur de ce processus sur ce continent.

**Mais des réactions bien faibles...** Mais qui le sait, et qui s'en soucie, en dehors des populations qui vivent au quotidien l'aggravation de leurs conditions de vie et d'une poignée de scientifiques, de militants d'ONG et de fonctionnaires nationaux et internationaux qui n'arrivent pas à se faire entendre ?

En Europe, désertification signifie aban-

1. Cf. article en rubrique « Repères » de GDS 31 (juin 2005) sur les OMD.

don des campagnes ; pendant longtemps, dans les milieux internationaux et les pays concernés, la lutte contre la désertification (LCD) se bornait à des opérations physiques, voire biologiques, de fixation de dunes afin d'empêcher celles-ci d'envahir les villes et les infrastructures ; ce qui est toujours une menace réelle, mais on ne peut réduire la LCD à cela.

Si l'homme et ses pratiques culturelles mal adaptées à ces nouvelles situations de sécheresses et d'augmentation de la population est le principal acteur de la désertification, il est aussi le principal acteur de la LCD. Mais à quelles conditions ?

Aujourd'hui on sait que la désertification entraîne des pertes annuelles qui peuvent atteindre quelques pour cent du PIB, ce qui est très important. Mais on sait aussi qu'avec 300 € par hectare et par an pendant trois ou quatre ans on peut restaurer une fertilité dégradée, re-

végétaliser un milieu, permettre à l'eau de s'infiltrer et permettre aux paysans de doubler, voire tripler leurs rendements avec des pratiques légèrement modifiées et un peu d'engrais.

Alors pourquoi presque rien ne se passe, en dépit d'efforts méritoires constatés dans quelques pays par des agriculteurs qui ne disposent que de très faibles reve-

nus ? Il ne semble pas que la gravité des situations vécues par ces paysannes soit réellement perçue.

**Au cœur du problème : le financement de la lutte contre la désertification.** Une question fondamentale se pose : qui doit supporter les coûts de la recapitalisation de ces milieux dégradés, à la fois pour les rendre à nouveau productifs et pour redonner aux écosystèmes leurs fonctions ? l'aide publique au développement (APD) ? les budgets nationaux ? des investisseurs privés ? l'argent du retour des migrants ? des partenariats publics/privés ?

**2006 : Une année pour ne plus « prêcher dans le désert » ?** En cette « année internationale 2006 des déserts et de la désertification », de nombreuses mani-

## DÉFINITION

festations ont été organisées. En France, le Groupe de travail Désertification, GTD, formé des principales ONG œuvrant dans les régions arides et le Comité scientifique français de la désertification (CSFD) ont organisé en septembre un grand forum, « desertif'ation ».

Cet événement a réuni, à Montpellier, des représentants d'ONG et d'organisations paysannes de plus de 50 pays et des scientifiques qui ont pu dialoguer pendant trois jours, notamment autour des thèmes « Sciences et société civile », « Comment mobiliser la société civile » et « Comment mettre la lutte contre la désertification en bonne priorité dans les agendas politiques ».

En outre le CSFD a organisé un atelier international à Rome les 4 et 5 décembre sur « les coûts de l'inaction et les opportunités économiques d'investissements en zones arides », avec les soutiens et participations de la France, de l'Allemagne, du Fonds international pour le développement de l'agriculture (Fida), de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de la Banque mondiale et de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, avec les meilleurs experts du moment en matière d'évaluation des coûts économiques et sociaux de la dégradation des terres, des organisations paysannes et des agences de coopération. On espère en dégager des arguments pour convaincre les décideurs et les privés d'investir dans les régions arides. ■

« Le terme "désertification" désigne la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines. » (Article 1, Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification)

## L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN QUESTION

Cet article nous est parvenu dans une version longue, exposant une série d'interrogations sur l'aide publique au développement : Quelle est-elle réellement au regard des réductions de la dette ? Où va-t-elle ? Pourquoi l'agriculture est-elle si mal servie malgré les enjeux qu'elle représente ? etc. Une parole que nous ne pouvions publier dans cette rubrique Repères dont la vocation est plus pédagogique que de débat. Nous vous invitons à lire cette tribune sur le site de l'Inter-réseaux, en Zoom ce trimestre.

Lire ? Réagir ? Deux adresses : [www.inter-reseaux.org](http://www.inter-reseaux.org) ou [gds@inter-reseaux.org](mailto:gds@inter-reseaux.org)

## Pour en savoir plus

Comité scientifique français sur la désertification  
[www.csf-desertification.org](http://www.csf-desertification.org)

Le Comité scientifique français de la désertification a été créé en septembre 1997 par les départements ministériels en charge de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. C'est un organe indépendant composé d'une vingtaine de membres nommés par le ministère de la Recherche. Le comité produit des connaissances et fournit un guide aux stratégies de lutte, mobilise les laboratoires du Nord et du Sud autour de programmes de recherche, contribue à la diffusion des connaissances sur la lutte contre la désertification.

Le site du CSFD regorge d'informations sur la désertification, ses causes, ses conséquences, et propose des dossiers thématiques téléchargeables gratuitement. Parmi ces dossiers, la publication récente (septembre 2006) de « *Lutte contre la désertification : l'apport d'une agriculture en semis direct sur couverture végétale permanente* ». Comité scientifique français de la désertification, M. Raunet, K. Naudin, 44 p. ([www.agropolis.fr/pdf/CSFD/CSFD\\_dossier\\_4.pdf](http://www.agropolis.fr/pdf/CSFD/CSFD_dossier_4.pdf))

Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification : [www.unccd.int](http://www.unccd.int)

Groupe de travail Désertification :  
[www.cariassociation.org/gtd](http://www.cariassociation.org/gtd)

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, conjointement créé en 1988 par le PNUE et l'Organisation mondiale de la météorologie, a été conçu comme un espace d'échanges et un lieu d'agrégation de l'ensemble des connaissances disponibles au sujet du changement climatique : son fonctionnement, ses conséquences environnementales, économiques et sociales, ainsi que les possibles stratégies à adopter en réponse à ce phénomène.

[www.unep.org/Documents/MultiLingual/Default.asp?DocumentID=43&ArticleID=206&l=fr](http://www.unep.org/Documents/MultiLingual/Default.asp?DocumentID=43&ArticleID=206&l=fr)

Site de l'Année internationale des déserts et de la désertification : [www.iydd.org](http://www.iydd.org)

